

# Le Conseil d'État alerte sur l'initiative sur les successions

**Politique** Fait rare, l'Exécutif s'est récemment exprimé sur un objet fédéral, pour émettre un avis alarmiste.

Lancée par la Jeunesse socialiste suisse (JSS), l'initiative fédérale «Pour l'avenir» passera en votation dans un mois. Fait rare, la semaine passée, le gouvernement, silencieux d'ordinaire sur les sujets fédéraux, a fait savoir tout le mal qu'il pensait du texte.

«Genève serait particulièrement touché par une adoption. Elle risquerait de provoquer une baisse du substrat fiscal cantonale», assure la ministre des Finances, Nathalie Fontanet.

## Que demande le texte?

Que demande l'initiative? «Les héritages et les dons doivent être taxés à 50% au-dessus d'une franchise de 50 millions. L'argent ainsi récupéré sera investi dans une lutte socialement juste contre la crise climatique.» Deux tiers des recettes iraient à la Confédération et un tiers aux cantons.

Selon la JSS, 2500 personnes (0,05% des contribuables) seraient concernées en Suisse. «Sans ces recettes supplémentaires, c'est l'ensemble de la population qui devrait payer toujours plus pour la lutte contre la crise climatique», assurent les initiants.

## Quatre cents contribuables

À Genève, 400 contribuables pourraient être touchés. «Ils payent actuellement plus de 17% de nos recettes fiscales totales, avance la ministre. Le départ d'une partie seulement de ces contribuables aurait d'importantes conséquences financières pour le canton.»

Selon Nathalie Fontanet, de nombreuses entreprises familiales genevoises seraient concernées: «Faute de liquidités pour payer l'impôt prévu, leurs héritiers et héritières pourraient être contraints de vendre tout ou partie de leur entreprise, voire de délocaliser.

Cela mettrait en péril de nombreux emplois et affaiblirait considérablement l'attractivité économique de notre canton.»

## Cent milliards de transferts

Ce n'est pas le seul reproche du Conseil d'État. Le texte socialiste serait juridiquement bancal, puisque «depuis la création de la Confédération, l'impôt sur les successions relève de la compétence exclusive des cantons». Son bilan financier global serait même négatif, puisque les gains réalisés par l'imposition des successions seraient plus que contrebalancés par des pertes sur l'impôt sur la fortune.

Il n'y a pas d'impôt fédéral sur les successions. Tous les cantons, sauf Obwald et Schwytz, prélèvent en revanche un impôt cantonal, dont les montants varient selon les liens de parenté avec le défunt.

De nombreux cantons, dont celui de Genève, exemptent les descendants et les parents. Globalement, les montants transférés d'une génération à l'autre sous forme d'héritage ou de dons devraient représenter environ 100 milliards de francs en 2025 en Suisse.

**Marc Bretton**